

L'extrême droite au balcon

À quand le sursaut ?

Par Marie-Sarah Delefosse

INTRODUCTION

Le 21 avril 2002 est une date inscrite dans les mémoires de toute une génération de Français. Ce jour-là, les électeurs ont porté l'extrême-droite au second tour de l'élection présidentielle. Séisme politique s'il en est, le pays tout entier fut saisi, les citoyens descendirent spontanément dans la rue, manifestèrent ensemble contre le FN à l'occasion du 1^{er} mai. Ce 23 avril 2017, les Français ont renouvelé l'expérience, plus de 7 millions de suffrages ont été remportés dès le premier tour par la candidate de l'extrême droite (contre 4 millions en 2002). Force est pourtant de constater qu'en cette année 2017, l'accès de l'extrême droite au second tour n'a suscité aucune manifestation d'ampleur. La notion même de *séisme politique* a disparu du vocabulaire des analystes politiques. Deux jours après ce vote, le président de la République, François Hollande, estimait d'ailleurs qu'il n'y avait pas eu « de prise de conscience de ce qui [s'était] passé ». 21 avril 2002 – 23 avril 2017 : un évènement similaire, des réactions opposées... Pourquoi ?

I. UN CHANGEMENT DE RÉALITÉ SOCIALE

Une des explications trouve sa racine dans la théorie de la construction sociale¹ qui stipule que la vie en société est construite selon une réalité sociale donnée, élaborée progressivement au fil des générations. Elle permet à chaque individu de vivre en communauté en lui fournissant un ensemble de règles structurant la société (un ordre social), un certain nombre de présupposés constituant le savoir social (le sens commun ou *bon sens*) ainsi qu'un cadre de référence (l'univers symbolique). Ce dernier élément a pour fonction de créer du sens, d'orienter le regard de l'individu – autrement dit de proposer « une manière de concevoir les choses »². Ce cadre de référence est composé de multiples paradigmes sociétaux : économiques³, scientifiques⁴, politiques, etc. Cette réalité et ses paradigmes ne sont pas inamovibles, bien au contraire puisqu'ils s'ajustent continuellement. Lorsque l'ajustement n'est pas possible, le paradigme peut changer. Cette transition s'accompagne alors de périodes de crise(s), lesquelles peuvent s'opérer en douceur, voire être à peine perceptibles, ou au contraire prendre davantage d'ampleur comme par exemple lors de révolutions.⁵

Le choc ressenti le 21 avril 2002 en France – mais aussi dans toute l'Europe – caractérise une telle période de crise. Pendant des décennies, le paradigme politique dominant s'enracinait dans les affres de la Seconde Guerre mondiale – la Shoah et les horreurs du nazisme – et dans le projet européen devant permettre à chacun d'être *unis dans la diversité*. Dans ce contexte, le vote d'extrême droite demeurait honteux, voir tabou⁶ : les partis xénophobes étaient logiquement marginalisés. Imaginer, même une seconde, un parti d'extrême droite aux portes du pouvoir était alors totalement inconcevable. Tellement inconcevable qu'à la veille de l'élection présidentielle de 2002, la perspective d'un second tour inéluctable PS-RPR (Jospin-Chirac) a incité bon nombre d'électeurs de gauche à faire l'impasse sur le premier tour de l'élection présidentielle, avec le résultat que l'on sait. Le 21 avril 2002, l'apparition du visage de Jean-Marie Le Pen à côté de celui de Jacques Chirac provoqua la stupeur des analystes, des politiques et des citoyens. L'élimination de la gauche et la présence de l'extrême droite au second tour provoquèrent une faille dans le paradigme.⁷ En

¹ P. L. BERGER, T. LUCKMANN. *The social construction of reality*, Garden City (NY) : Doubleday, 1966, cités par B. RIMÉ, *Psychologie de la Personnalité et de l'individu, Syllabus de cours*, Louvain-la-Neuve : DUC, 2008.

² *Ibid*, p. 222.

³ Dans notre société, le paradigme économique actuel est celui du capitalisme mondialisé.

⁴ Par exemple, concernant l'évolution, le paradigme actuel suit la théorie de l'évolution de Darwin.

⁵ On peut penser par exemple au récent printemps arabe qui marqua un changement de régime en Tunisie et en Égypte, ou plus éloigné dans le temps à la révolution de 1830 qui conduisit à la création de l'État belge.

⁶ On nommait à l'époque ce vote, le « vote caché ».

⁷ Selon lequel voter pour l'extrême droite était de l'ordre du tabou.

réponse à ce séisme, chacun ressentit le besoin de se rassembler : des milliers de citoyens descendirent dans les rues pour *manifester leur refus du FN*. Ce partage émotionnel permit de renforcer la cohésion sociale⁸ et se traduisit par une mobilisation sans précédent au second tour : le 5 mai 2002, 82 % des électeurs votèrent contre l'extrême droite. La faille était colmatée...

Pensait-on. Quinze ans plus tard, le 23 avril 2017, l'histoire bégaye et le FN se retrouve à nouveau aux portes du pouvoir. La donne est cependant complètement différente cette fois vu que les sondages annonçaient depuis des mois la présence de la candidate d'extrême droite au second tour.⁹ Au soir du premier tour, la surprise ne se lisait sur aucun visage. Pas ou peu de réaction émotionnelle non plus. Alors qu'en 2002, plus d'un million de personnes avaient participé aux manifestations contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour, le 1^{er} mai 2017, ils n'étaient plus que 142 000 à défiler dans toute la France. C'est donc sans surprise qu'au soir du second tour, 25,4 % du corps électoral a fait le choix de s'abstenir¹⁰ et le FN remporta les suffrages de plus de dix millions et demi d'électeurs (soit 33,9 %). Si étonnement (et soulagement) il y eut, ce fut plutôt en raison de la *faiblesse* de ce résultat. En effet, si la candidate a quasi doublé le score obtenu par son père en 2002¹¹, les ultimes sondages lui prédisaient en moyenne 4,5 points de plus.¹²

L'importance de ce score, *l'étonnement* des analystes et la présence régulière des représentants du FN dans les médias audiovisuels mènent à un constat : l'extrême droite s'est banalisée au point d'entrer dans notre réalité sociale. « Notre » car cette *banalisation* des partis xénophobes n'est pas une spécificité française. En quinze ans, les partis d'extrême droite se sont fait leur place en Europe, que ce soit en Autriche, en Grèce, en Hongrie, en Pologne ou plus récemment, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Tant et si bien qu'aujourd'hui, voter pour un parti xénophobe n'est plus un tabou.¹³

Lors des différentes élections organisées en France ces quinze dernières années, le FN a régulièrement progressé¹⁴, jusqu'à arriver en tête des suffrages lors des élections européennes en 2014. Il fait maintenant partie intégrante du paysage politico-médiatique. C'est ainsi qu'à chaque élection, on s'indigne un peu moins, les analystes, les sondeurs et les citoyens s'y attendent un peu plus. Alors que 2002 était une crise, 2017 démontre qu'une période de transition s'est ouverte vers un nouveau paradigme, un changement de la réalité politique actuelle.

⁸ Lorsque nous vivons une expérience émotionnelle, nous avons une propension forte à la partager. Ce partage offre de nombreux bénéfices : il induit une certaine empathie chez l'interlocuteur, soulage le locuteur, améliore son bien-être temporaire et lui offre une certaine reconnaissance, un soutien social. Lors d'événements collectifs, le partage social de l'émotion permet une « synchronisation collective » de la pensée et du comportement notamment. B. RIMÉ, *Pourquoi parlons-nous de nos émotions ?*, PowerPoint présenté lors d'une conférence, Louvain-la-Neuve : Université des Aînés, 20 janvier 2015, [en ligne :] <http://www.universitedesaines.be/adminzone/docs/conferences-rime-20150120.pdf>, consulté le 27 avril 2017.

⁹ « Élection présidentielle 2017 », *Ipsos.fr*, s. d., [en ligne :] <http://www.ipsos.fr/presidentielle2017/>, consulté le 4 mai 2017.

¹⁰ Contre 20,2 % lors de l'élection présidentielle de 2002.

¹¹ Qui a remporté à l'époque 5 525 34 voix, soit 17,34 % des suffrages exprimés.

¹² Les sondages réalisés l'avant-veille du scrutin estimaient que Marine Le Pen remporterait 38,5 % des scrutins. Quelques jours auparavant, ils la plaçaient au-dessus des 40 %. (G. CLAVEL, « Les derniers sondages du second tour avant les résultats de la présidentielle avec notre compilateur », *HuffPost*, 5 mai 2017, [en ligne :] http://www.huffingtonpost.fr/2017/05/05/les-derniers-sondages-du-second-tour-avant-les-resultats-de-la-p_a_22071475/, consulté le 9 mai 2017.

¹³ Or, les tabous font partie des rites de la société qui permettent de repousser les forces menaçant l'univers symbolique.

¹⁴ À l'exception notable des élections présidentielles de 2007.

Et en Belgique francophone ?

Alors que l'extrême droite progresse chez nos voisins, en France mais aussi aux Pays-Bas et en Autriche, la Belgique ne semble pas souffrir de ce phénomène. Aux dernières élections, les mouvements d'extrême-droite francophones morcelés et divisés totalisaient 3,54 % des suffrages.¹⁵ La faiblesse de ce score est traditionnellement attribuée à différents facteurs tels que l'absence de leaders, le rôle des syndicats (qui proposent un contre-discours), le clientélisme (les permanences sociales permettraient de conserver le lien social), les cordons médiatiques et sanitaires ou encore l'absence d'identité nationale claire.¹⁶

La faiblesse de l'extrême droite n'éloigne pas pour autant la menace des populismes. En Belgique francophone, comme ailleurs en Europe, on retrouve un terreau favorable pour les extrêmes – difficultés économiques et sociales, précarisation d'une frange de la population, sentiment d'insécurité, etc.¹⁷ – qui se manifeste notamment par un rejet du monde politique actuel. Tandis que dans la plupart des pays l'extrême droite bénéficie de ce terreau, en Belgique francophone, c'est au contraire l'extrême gauche qui canalise cet électorat. Le discours anticapitaliste, populiste et très critique face à l'Europe séduit de plus en plus de Belges francophones.¹⁸ Si cette assise du PTB se confirme dans les urnes, elle révélera l'existence de failles dans notre paradigme politique. L'aube d'une nouvelle réalité ?

II. LES RAISONS DU CHANGEMENT

Pourquoi ce changement ? Comment se fait-il que loin d'être endigué, le FN ait au contraire progressé depuis 2002 ? De nombreuses explications circulent sur cette banalisation du vote pour l'extrême droite. L'hypothèse retenue ici est celle d'une convergence de facteurs multiples, liés tant aux efforts de dédramatisation entrepris par la présidente du Front national, Marine Le Pen, qu'à un effet générationnel et à l'attitude de la classe politique française (et européenne) face aux conséquences économiques de la mondialisation et/ou de l'Union économique et monétaire européenne.

A. Une figure de proue acceptable

Un premier élément explicatif tient à la ligne de *dédramatisation* adoptée par la nouvelle figure de proue du parti d'extrême droite, Marine Le Pen. Depuis son accession – selon une logique quasi dynastique – à la tête du Front national, l'héritière de Jean-Marie Le Pen s'est efforcée d'apparaître sous une image plus lisse, plus consensuelle, moins dépendante des démons fascistes qui incarnaient l'univers de son père.¹⁹ Mais également de crédibiliser son parti, le *présidentialiser*.

¹⁵ Addition des scores aux élections 2014 des mouvements populistes et d'extrême-droite suivants : Parti Populaire, La Droite, Debout les Belges, RWF, FW, NWA, Nation, Vox Populi Belgica, Wallonie d'abord ! et Faire place nette.

¹⁶ J. FANIEL, cité par S. TA., A. C., F. C. ET F. B., « Pourquoi l'extrême droite ne perce pas en Wallonie et à Bruxelles ? », La Libre, 8 décembre 2015, [en ligne :] <http://www.lalibre.be/actu/belgique/pourquoi-l-extreme-droite-ne-perce-pas-en-wallonie-et-a-bruxelles-5665dd0d357004acd0fa57fd>, consulté le 10 mai 2017.

¹⁷ J. FANIEL, « La défaite du Vlaams Belang : une bonne nouvelle pour l'Europe ? », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 1^{er} juillet 2014, [en ligne :] http://www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/2014-07-16_ACL-Faniel_J-2014-Aide-memoire-La_defaite_du_Vlaams_Belang-une_bonne_nouvelle_en_Europe.pdf, consulté le 10 mai 2017.

¹⁸ Le dernier baromètre le situe à 16,3 % en Wallonie, 12,1 % à Bruxelles (P. BOUILLON, « Grand Baromètre : Écolo reverdit, le MR pâlit », *Le Soir*, 23 janvier 2017, [en ligne :] <http://www.lesoir.be/1423390/article/actualite/belgique/politique/2017-01-23/grand-barometre-ecolo-reverdit-mr-palit>, consulté le 10 mai 2015.

¹⁹ Marine Tondelier, élue de l'opposition (Europe Écologie Les Verts) détaille la méthode du FN par la métaphore de la grenouille dans la casserole : « C'est comme la fable de la grenouille qui se sauvera si vous la jetez dans l'eau bouillante mais pas si vous la mettez dans une casserole d'eau froide que vous portez à ébullition progressivement. À Hénin-Beaumont, point de matin brun, les gens s'habituent, la vie continue. » M. TONDELIER, citée par N. LE BLEVENNEC, « Marine Tondelier : "Le FN, c'est la fable de la grenouille dans la casserole" », *L'Obs-Rue89*, 24 avril 2017, [en ligne :] <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/sur-le-radar/20170424.OBS8465/marine-tondelier-le-fn-c-est-la-fable-de-la-grenouille-dans-la-casserole.html>, consulté le 4 mai 2017.

Cette campagne de dédédiabolisation²⁰ et de légitimation, soutenue par un vent favorable provenant du monde occidental – la montée de l’extrémisme se propageant dans toute l’Europe mais également aux États-Unis – permit au FN de se refaire une couleur plus républicaine, d’oublier ses racines si brunes pour se normaliser autour du Rassemblement Bleu-Marine.²¹

B. Un effet générationnel

Cette entreprise de dédédiabolisation porta d’autant plus ses fruits qu’elle bénéficia d’un effet générationnel. En quinze ans, le corps électoral s’est considérablement renouvelé. Tandis qu’il perd progressivement les témoins des souffrances endurées durant la Seconde Guerre mondiale – la catégorie d’âge des plus de septante ans est celle qui a le plus voté en faveur du candidat d’En Marche !, il accueille de nouvelles générations de primo-votants dont l’idéologie est moins marquée par le paradigme de leurs aînés. Ces jeunes qui n’ont pas connu la guerre (ni même la Guerre froide), voient la Seconde Guerre mondiale comme une histoire lointaine. La peur latente du fascisme et de la xénophobie s’éloigne un peu, rendant les partis extrêmes plus fréquentables.

Cet effet générationnel a une influence non seulement sur la perception des partis extrémistes, mais également sur la perception du projet européen. Et ce en France comme dans de nombreux pays voisins. L’Europe telle que nous la connaissons s’est en effet construite sur les ruines de la Seconde Guerre et du fascisme. L’objectif premier des pères fondateurs de l’UE était alors la préservation de la paix entre ses membres. Or, les populations des États membres de l’Union européenne sont aujourd’hui majoritairement constituées d’individus n’ayant pas connu la Guerre. Au fil des décennies – et de la disparition progressive des générations ayant connu les affres de la guerre –, l’Europe donc a perdu son sens premier. Pire, son image s’est considérablement dégradée. Dans l’esprit de nombre de citoyens – singulièrement parmi les oubliés de la mondialisation – et à la faveur de l’impéritie d’une classe politique incapable qui de faire preuve de pédagogie, qui de prendre ses responsabilités, l’Europe est responsable de tous les maux – « les mesures négatives et contraignantes ? C’est l’Europe ! ». Ce faisant, ils oublient les bénéfices apportés par la construction européenne. Notamment la paix, qui en devient presque anecdotique. Tant et si bien qu’aujourd’hui, de plus en plus de citoyens ne voient plus son utilité et s’autorisent à imaginer – et même à espérer – sa disparition. Sentant le vent tourner, les extrêmes se sont de fait engouffrés dans la brèche et surfent sur la montée du sentiment europhobe en s’adressant notamment aux jeunes générations qui craignent moins que leurs aînés le délitement de l’UE, et ont de ce fait plus de facilités à accepter ou même à adhérer aux discours europhobes et populistes des extrêmes.

²⁰ Pour une analyse de cette dédédiabolisation du FN, voir D. GUTERMANN-JACQUET, « Les noms et la couleur de la “dédédiabolisation du Front National” », *Le Monde.fr*, 18 avril 2017, [en ligne :] http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/04/18/les-noms-et-les-couleurs-de-la-dediabolisation-du-front-national_5113119_3232.html, consulté le 3 mai 2017.

²¹ Cependant Marine Le Pen mit à mal cette campagne de dédédiabolisation et de crédibilisation, en montrant son vrai visage lors du débat d’entre-deux-tours, le 3 mai 2017. Lors de celui-ci, elle se montra floue sur le fond et agressive sur la forme. Or, « en affichant une agressivité quasi-permanente, elle [Marine Le Pen] a saboté sa propre stratégie de dédédiabolisation. [...] Alors qu’elle était assez bien parvenue à prendre un peu de hauteur lors des débats précédents, elle s’est montrée incapable, mercredi soir, de s’élever, de se présidentialiser à un moment où c’est pourtant ce que l’on attend des candidats. » (C. ALDUY, interviewée par S. BILLARD, « Débat : “Marine Le Pen a saboté sa propre stratégie de dédédiabolisation” », *L’Obs*, 4 mai 2017, [en ligne :] http://actualites.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170503.OBS8902/marine-le-pen-a-sabote-sa-propre-strategie-de-dediabolisation.html?utm_term=Autofeed&utm_campaign=Echobox&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#link_time=1493886282, consulté le 8 mai 2017). Ce débat eut un impact sur l’élection, nombre d’électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de François Fillon se démobilisèrent, préférant l’abstention à un vote FN. Voir à ce sujet G. ROZIÈRES, « Résultats de l’élection présidentielle 2017 : Marine Le Pen a séduit bien moins d’électeurs de Mélenchon et Fillon que prévu », *Huffington Post*, 8 mai 2017, [en ligne :] http://www.huffingtonpost.fr/2017/05/07/resultats-de-lelection-presidentielle-2017-marine-le-pen-a-se_a_22074294/?utm_hp_ref=fr-homepage, consulté le 8 mai 2017.

C. Les oubliés de la mondialisation

Ce discours europhobe n'atteint pas seulement ces nouvelles générations de primo-votants, mais également les franges les plus précarisées de la population, les « oubliés de la mondialisation ». Les inégalités se sont accentuées ces dernières années, entre les pays mais également au sein de chaque État. Alors que le PIB mondial augmente chaque année, la répartition des richesses apparaît de plus en plus inégalitaire : « les sociétés avancées génèrent leur lot de laissés-pour-compte, qu'il s'agisse d'éleveurs écrasés par la concurrence internationale, d'ouvriers privés de leur usine délocalisée, d'employés chassés des agglomérations par l'envolée des prix de l'immobilier, ou de riverains excédés par la proximité des camps de réfugiés. »²² Ces individus, qui voient leur niveau de vie chuter au fil du temps, s'estiment oubliés – et même victimes – de la mondialisation.

Face à cela, il existe différentes formes de réponses, le repli national et la xénophobie en font partie.²³ D'autant que les extrêmes ciblent cette frange de l'électorat. Jouant sur la souffrance et la colère, ils accablent les gouvernements nationaux et les autorités européennes, symbole selon eux de l'ultra-libéralisme. Appelant au délitement de l'Union européenne, ils expliquent que le repli sur soi – le protectionnisme et la fermeture des frontières – permettra d'augmenter le niveau de vie et la sécurité de chacun. Et bien que totalement irréalistes²⁴, ces promesses ont un écho auprès d'une partie toujours plus importante de ceux qui s'estiment « sacrifié[s] sur l'autel de la mondialisation » et appellent de leur vœux à *autre chose* : au renouvellement d'une classe politique n'ayant rien fait pour les protéger des affres de la mondialisation – « on a déjà tout essayé, la gauche, la droite... alors pourquoi pas donner sa chance au FN ? » – et à la mise en œuvre d'autres politiques que celles imposées par Bruxelles.

D. La politique de l'autruche / Le déni de la classe politique

Cette volonté de renouvellement est d'autant plus prégnante que durant les mois et les années qui ont suivi le séisme du 21 avril 2002, la classe politique n'a pas été au rendez-vous. Si l'entre-deux-tours avait vu naître un front républicain et si tous les politiques, droite et gauche confondues, déclaraient comprendre l'appel au secours des Français ayant voté FN, ces paroles ne furent guère suivies d'effets. Que ce soit au pouvoir ou dans l'opposition, chacun a poursuivi la politique de l'autruche, refusant de voir la volonté de changement des citoyens. Le déni de la classe politique fut particulièrement patent lors du référendum sur la Constitution européenne en 2005. Les responsables politiques d'alors demandaient à la population de se prononcer sur la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe. Ce fut un « non » retentissant, exprimé par 54,67 % des électeurs. Signe du refus d'une Europe toujours plus libérale selon certains, il fallait également y voir le *ras-le-bol* des citoyens quant aux politiques menées tant au niveau national qu'europpéen.²⁵ Une nouvelle fois, les politiques restèrent dans le déni et refusèrent de voir ces signaux. La Constitution européenne était morte, qu'à cela ne tienne, vive le traité de Lisbonne ! En 2007, la France contournait les résultats du référendum et ratifia un traité de Lisbonne qui reprenait la majeure partie des articles de la feuée Constitution européenne. Cette décision, ressentie par nombre d'électeurs comme un véritable camouflet, renforça le schisme entre la classe politique et les citoyens. Il fit la part belle aux extrêmes, consolidant la volonté de renouvellement politique d'une partie de la population.

²² « Quand les oubliés de la mondialisation se vengent dans les urnes », *Le Point Économie*, 6 juillet 2016, [en ligne :] http://www.lepoint.fr/economie/quand-les-oublies-de-la-mondialisation-se-vengent-dans-les-urnes-06-07-2016-2052332_28.php, consulté le 4 mai 2017.

²³ T. PIKETTY, cité par « Quand les oubliés... », *op. cit.*

²⁴ Car souvent coûteuses ou inutiles.

²⁵ Pour une analyse plus approfondie du résultat, voir G. BRUSTIER, « Dix ans après, le référendum sur la Constitution européenne continue de façonner le paysage politique français », *Slate.fr*, 29 mai 2015, [en ligne :] <http://www.slate.fr/story/102127/dix-ans-apres-referendum-constitution-europeenne-faconner-france>, consulté le 2 mai 2017.

III. L'EUROPE DE 2022 SERA SOCIALE OU NE SERA PLUS

Un tabou est tombé : les discours populistes et aux relents xénophobes touchent et surtout ne dérangent plus. Le 21 avril 2002 était un signe avant-coureur, le 7 mai 2017 est l'aube d'un bouleversement politique.

Si la montée du FN est un signe de ce bouleversement, ce n'est pourtant pas le seul facteur de perturbation. Ces deux dernières années, différents mouvements émanant de la société civile²⁶, tels que La France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon ou En Marche ! d'Emmanuel Macron, ont vu le jour. Quoique très différents en termes de programme, ils ont pour point commun la volonté de contrer les partis de gouvernement. Objectif atteint, puisque ces partis *antisystèmes* ont chacun engrangé plus de 7 millions des suffrages, le mouvement d'Emmanuel Macron ayant même atteint la plus haute marche au second tour en remportant l'élection avec 66 % des suffrages. Cette élection fut l'occasion pour les Français de montrer qu'ils voulaient *autre chose*, d'acter la recomposition du paysage politique.

Les fondations de la réalité politique de demain ont donc été posées. Mais quelle structure reposera sur ces fondations ? Le 7 mai, les électeurs ont rejeté l'ossature proposée par le FN, constituée du repli sur soi et du protectionnisme, du patriotisme et de la sécurité. En élisant Emmanuel Macron, ils construisent des murs porteurs dont les briques sont l'ouverture sur le monde et la participation, ainsi que le rassemblement des forces d'horizons politiques différents autour d'un objectif : l'intérêt collectif. Pour consolider cette construction, il faut encore poser la voûte. Les matériaux qui la composent devront être choisis attentivement, en écoutant les voix dissonantes : celles qui se sont abstenues (25,44 %), ont voté blanc/nul (8,59 %) ou *par défaut*. Si chacun est pris en compte, la maison sera solide, prête à résister aux intempéries : Emmanuel Macron et son mouvement En Marche ! auront alors réussi leur révolution douce. Si au contraire, il échoue, les extrêmes ne manqueront pas de s'engouffrer dans les failles pour mener une révolution bien plus dure, et c'est toute la structure qui s'effondrera.

Il serait illusoire de penser pour autant que tout reposera sur l'action d'un seul homme ou même d'un seul mouvement. Les maçons, charpentiers ou couvreurs peuvent certes construire l'ossature, mais pour que la maison soit habitable, d'autres corps de métier seront nécessaires. En ce sens, les nouvelles autorités françaises auront besoin de partenaires (syndicats, patronat, société civile) constructifs.

Enfin et surtout, la France d'Emmanuel Macron ne pourra réussir sa mue que si sa vision et son projet sont partagés par ses partenaires européens, autrement dit, si les États membres de l'Union européenne acceptent de prendre enfin le tournant social (et fiscal) tant espéré.

L'Europe de 2022 devra être plus sociale et plus juste. Dans le cas contraire, elle pourrait bien ne plus être du tout.

Marie-Sarah DELEFOSSE est chercheuse au sein du PEPS, au CPCP. Elle est titulaire d'un master en sciences psychologiques à orientation « organisation, travail et société ».

²⁶ Ce sont des mouvements qui se revendiquent comme citoyens. Notons cependant qu'ils s'articulent tous deux autour d'une personnalité politique.

POUR ALLER PLUS LOIN...

- « 2002-2017 : cinq leçons sur la progression du Front National », *France culture*, 8 mai 2017, [en ligne :] <https://www.franceculture.fr/politique/2002-2017-cinq-lecons-sur-la-progression-du-front-national>.
- BERGER P. L., LUCKMANN T., *The social construction of reality*, Garden City (NY) : Doubleday, 1966.
- CRÉPON S., DÉZÉ A., MAYER N., *Les faux-semblants du Front national*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2015, 606 p.

DELEFOSSE Marie-Sarah, *L'extrême droite au balcon, à quand le sursaut ?*, Bruxelles : CPCP, « Regards décalés », 2017/02..

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen accédait au second tour de l'élection présidentielle, provoquant un séisme politique sans précédent. Le soir même du premier tour, des centaines de milliers de Français descendirent dans la rue pour manifester leur désarroi et dire « non » au FN. Ce 23 avril 2017, l'expérience s'est renouvelée. Mais cette année, point de choc, peu de rassemblements : la présence de Marine Le Pen au second tour était prédite depuis des mois par les instituts de sondage.

Le constat est amer. En quinze ans, un tabou est tombé : le vote FN s'est banalisé et a cessé d'être un *vote honteux*. Ce phénomène met en évidence une série de changements sociétaux. Cette analyse de Marie-Sarah Delefosse s'efforce de montrer en quoi la montée du FN en France (et en Europe) est un des signes de ce changement de réalité sociale.

Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises, 45 – 1000 Bruxelles

02 238 01 00 – info@cpcp.be

www.cpcp.be



Chaque jour des nouvelles du front !
www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles
en téléchargement libre :

www.cpcp.be/etudes-et-prospectives